

COMMUNIQUE DE PRESSE

BUDGET 2009 : L'AVENIR SACRIFIE

Pour le SE-UNSA, le projet de budget 2009 inscrit durablement l'Education nationale dans la régression. Après les 20 000 retraits subis les deux ans précédents, les 13 500 suppressions d'emplois annoncées sont le début d'une ponction d'au moins 40 000 postes sur les trois ans à venir. Au moment où tous les chiffres du chômage en France repartent à la hausse, il s'agit donc d'un véritable plan social. Ce projet, qui supprime 20% des places aux concours pour 2009, obère au passage l'avenir de milliers d'étudiants engagés depuis plusieurs années dans un parcours universitaire.

Le premier degré, après avoir subi un hold-up de 2000 emplois en 2006 et 2007, verra ses difficultés aggravées par le projet de budget 2009. 750 emplois de professeurs des écoles disparaissent, via la suppression de 3000 postes de stagiaires en charge de classe un jour sur quatre de la semaine. Les 500 créations annoncées ne les compenseront pas. Dans quelles conditions les 16 000 élèves supplémentaires attendus seront-ils alors accueillis ?

Tout à son obsession d'économies, le ministère fait, de plus, la démonstration de sa méconnaissance de la difficulté scolaire. En redéployant 3000 postes d'enseignants spécialisés, il s'attaque aux élèves les plus en difficulté qui sont aujourd'hui pris en charge sur le temps scolaire.

Par ailleurs, à la brutalité des économies s'ajoute la brutalité des décisions. Ainsi, le gouvernement acte déjà, sans en avoir débattu, la création d'établissements publics du premier degré.

Dans le second degré, la hausse des effectifs se poursuit en collège, tandis que le ministre s'était engagé à maintenir les postes dans les lycées. Il annonce pourtant la disparition sèche de 2500 emplois dans le public, dont 500 par la suppression de 1000 postes de stagiaires à mi-temps devant les élèves.

Par ailleurs, le retrait prévu de 15% des moyens actuels de remplacement ne peut qu'inquiéter, annonçant le retour aux pratiques anciennes de recrutements de précaires sans formation.

Le SE-UNSA constate enfin que le ministère, s'il affaiblit l'enseignement public, est plus précautionneux avec le privé. Ce dernier reçoit 20% des 500 postes créés pour les établissements difficiles mais ne rend que 15% des emplois supprimés dans le second degré.

Pour le SE-UNSA, la « parité » a bon dos !

Au moment où d'autres pays investissent pour l'avenir, le gouvernement lance un plan drastique d'économies à courte vue dans l'Education.

Le SE-UNSA, avec les parents, les associations et tous les défenseurs de l'Ecole, appelle à concentrer toutes les forces pour réussir la manifestation du 19 octobre.

Paris, le 29 septembre 2008

Luc BERILLE
Secrétaire Général